

Exposé de Kurt Schumacher sur le plan Schuman (Bonn, 31 mars 1951)

Légende: Le 31 mars 1951, le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, Kurt Schumacher, critique avec force le plan Schuman et détaille les risques encourus par la République fédérale d'Allemagne.

Source: SCHUMACHER, Kurt. Macht Europa stark ! : Referat in der gemeinsamen Sitzung des Parteivorstandes, des Parteiausschusses, der Kontrollkommission und des Vorstandes der Bundestagsfraktion der SPD am Sonnabend, dem 31. März 1951, in Bonn. Hannover: Vorstand der SPD, 1951. 32 S. p. 21-28. Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung, [s.l.].

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/expose_de_kurt_schumacher_sur_le_plan_schuman_bonn_31_mars_1951-fr-b36cebda-e613-4bff-a263-aacfda84c410.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Nous voulons une Europe forte!

Exposé de Kurt Schumacher sur le Plan Schuman

(31 mars 1951)

[...]

Les conséquences du Plan Schuman pour l'Allemagne

Déjà au moment de l'annonce du **Plan Schuman** en mai de l'année dernière, le gouvernement fédéral et ses partis ne se sont pas contentés d'en saluer les principes; cela aurait été compréhensible. Toutefois, lorsque l'on salue des principes, il convient **aussi d'en examiner les motifs**. Là, l'affaire se complique quelque peu. À l'époque, le chancelier fédéral avait déclaré dès les premiers jours, avec une intransigeance abrupte, qu'il importait que l'Allemagne souscrive à ce Plan Schuman, dont il ne connaissait même pas encore la teneur, ne fût-ce que vaguement. Certes tout cela dénote un joli zèle, mais ne répond pas à l'accomplissement du devoir qui incombe à tout gouvernement, face à son propre peuple.

En l'occurrence, comme en de précédentes occasions, le gouvernement fédéral se berce **d'illusions de politique étrangère** créées à coups de propagandes sans se soucier des conséquences. Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier: les **déceptions** dues à une idée, comme l'idée européenne, les déceptions dues à la valeur morale de l'internationalité, débouchent toujours sur des échecs et sur la déviation du pendule dans la direction opposée, à savoir celle de l'incorrigible extrémisme nationaliste.

Ces crédits d'illusions en matière de politique étrangère, le gouvernement fédéral en a eu **à profusion**. Ce ne sont pas les Alliés qui les lui ont donnés par des faits, mais uniquement les parties du peuple allemand dupées par la propagande, les Allemands ignorants, bercés d'illusions et avides de profit. Déjà avant la formation du gouvernement fédéral, il existait un crédit d'illusions politiques de ce type sous la forme du statut de la Ruhr. Après sa constitution, le gouvernement fédéral a accepté ces crédits d'illusions politiques sans perspective de remboursement par des succès sous la forme de l'accord de Petersberg et du Conseil européen. À présent, il veut le **plus grand crédit d'illusions concrétisé par l'approbation du Plan Schuman**. Les grands miracles promis à chaque fois ne se sont pas produits, ni après l'accord de Petersberg, ni après l'adhésion au Conseil de l'Europe. En tout cas, l'approbation du Plan Schuman n'est pas synonyme d'amélioration en matière de politique étrangère, pas plus que l'approbation de l'un des autres actes analogues ne s'est concrétisée par une amélioration quelconque. L'approbation du Plan Schuman signifie, sur le plan de la politique intérieure, la volonté de prolonger la durée de suprématie du gouvernement fédéral. C'est pourquoi le gouvernement s'avance d'un crédit d'illusions à l'autre, en matière de politique étrangère, avec la promesse, à chaque fois, qu'après une nouvelle concession, une amélioration sensible se fera sentir. À peine les représentants du peuple ont-ils été assez naïfs pour croire à ces promesses que la prochaine s'annonce déjà. La seule chose qui préoccupe le gouvernement, c'est l'affirmation de son pouvoir politique sur le plan intérieur grâce à des illusions en matière de politique étrangère.

Un gouvernement fédéral en faillite

Il faut savoir que le **gouvernement fédéral, après ces dix-huit mois, a échoué autant sur le plan de la politique extérieure — et personne ne le déplore plus que nous — qu'au niveau des politiques économique, financière et sociale!** Si ce gouvernement en faillite persiste à contracter de nouveaux crédits de confiance en politique, la faute en incombe sûrement au banqueroutier. Mais il convient de blâmer d'abord ceux qui, par leur confiance politique, ont consenti à la légère à ces crédits sans garantie.

Pour ce qui est du Plan Schuman, la **presse étrangère** a clairement, sans que les gouvernements concernés la corrigent, mis en évidence trois grands objectifs. Nous connaissons ces objectifs, ne serait-ce que dans le contexte de la question sarroise et du statut de la Ruhr.

Le premier objectif est l'**affaiblissement de la substance économique allemande**. Aux yeux de bien des

peuples, la puissance économique toujours remarquable, notamment celle de la Ruhr, est synonyme de position concurrentielle difficile et embarrassante face à la force des facteurs économiques allemands.

Le deuxième objectif est le **pouvoir d'autres peuples de disposer des forces de la région de la Ruhr, noyau des matières premières allemandes, de son charbon, de son coke et de son acier**. On ne saurait objecter en l'occurrence que les Allemands jouissent du même pouvoir de disposition sur d'autres régions. L'essentiel se trouve ici dans la Ruhr. Les Allemands ne sont pas représentés en fonction du nombre d'habitants, du nombre de travailleurs ou du niveau de production (environ 37 pour cent de l'acier et 51 pour cent du charbon des pays ayant adhéré au Plan Schuman); l'Allemagne n'est qu'un pays parmi d'autres.

Le troisième objectif est de gagner l'approbation allemande pour que **des éléments du droit d'occupation soient repris de leur propre gré par les Allemands comme droit allemand via des liens contractuels conclus pour une durée de cinquante ans**.

Cette thématique implique forcément une conséquence politique pour celui qui prend au sérieux son peuple et l'idée internationale. Il n'existe aucune argumentation, ni politique ni économique, qui puisse justifier ou simplement expliquer ces trois objectifs. Le Plan Schuman instaure la suprématie du commerce international du charbon sur les forces et les ressources humaines de la production. Pour nous se pose la question de savoir **qui finance** sous l'angle et avec les moyens des négociants cet appareil de production dirigé par les négociants, et qui atteint par ces méthodes l'objectif non seulement de financer, mais **aussi, par ce financement, de privatiser et d'exclure toute possibilité de socialisation?**

C'est seulement maintenant que le contenu du Plan Schuman est rendu public officiellement. Nous en avons eu connaissance à tous les stades. Nous étions informés en permanence de l'état d'avancement des négociations et aussi de l'état d'avancement des textes. Cependant je n'ai nullement l'intention ici de répéter dans les détails que, de l'autre côté, certains points ont été réglés sans avoir jamais fait l'objet de négociations. C'est là tout simplement un héritage de la relation franco-allemande, selon l'interprétation du gouvernement fédéral. (Rires.) Le contenu d'aucun des innombrables projets de traité n'a pourtant été communiqué de manière responsable ni à la population allemande ni à la grande presse. Tous en Allemagne étaient tenus à l'écart derrière le voile de la discrétion, même si on a pu lire dans la presse étrangère tous les détails sur ces négociations et sur tout ce qui a effectivement été énoncé. Du côté allemand, **à aucun moment l'opposition n'a été informée de plein droit** de la quintessence politique. Une semaine avant Pâques, le chancelier fédéral a rédigé, sans en avoir discuté avec nous, la **lettre** fatale dans laquelle il proposait **le démantèlement total de la vente commune de charbon**. Il n'a pas, à ce jour, fait la moindre allusion à son prochain voyage à Paris, le 12 avril, en vue d'une éventuelle signature. À vrai dire, pour signer une chose dont il ignore si elle deviendra une loi allemande, et pour signer une chose à propos de laquelle j'ignore s'il n'existe pas aussi des facteurs étrangers qui voudraient se libérer de cette camisole de force.

Le Plan Schuman — une victoire pour le capital international

Du côté allemand, les négociations de Paris ont laissé chez tous les gens sans préjugés, prêts à comprendre la matière, une impression d'insuffisance totale. Le seul point sur lequel nous nous en sommes encore assez bien sortis, c'est probablement l'aspect relatif à la politique sociale; là, on n'a pas voulu irriter les syndicats. Manifestement, le représentant allemand des syndicats a déployé de très gros efforts. Tout le reste est positif pour d'autres peuples, pour l'autre classe, **mais non pas pour le peuple allemand**; le gagnant, c'est la race ô combien sympathique des marchands internationaux du charbon. (Rires.) Un des représentants allemands était un ancien directeur du groupe Petschek. Les experts internationaux sourient d'un air entendu et parlent d'une «petschekisation» de l'industrie européenne du charbon et de l'acier. Vous pouvez sans doute imaginer ce que cela renferme de jugements de valeur moraux, politiques et économiques.

Les Américains, quant à eux, n'ont cessé d'**intervenir** dans les négociations spécialisées, auprès des autorités allemandes, auprès des partis politiques allemands, ainsi qu'à Paris, d'une manière qui, par son manque d'envergure et son absence de réflexion, ne s'apparente qu'aux méthodes de leur propagande sur la

contribution militaire allemande. Je voudrais simplement constater que les **Américains se sont ainsi mis sur le dos une responsabilité** que l'on ne pourrait imaginer plus lourde. Ce Plan Schuman — même s'il devait être réalisé — est une question à laquelle il n'a pas encore été répondu, loin s'en faut. Pour y répondre, nous susciterons l'intérêt de toute la population par une information objective. Le Plan Schuman contient tant d'éléments destructifs anti-européens que les Américains n'ont pas fini de frémir d'horreur devant la responsabilité qu'ils se sont mise sur le dos.

Comment le Plan Schuman pourrait-il ressembler à autre chose que ce à quoi il ressemble aujourd'hui? Le plus grand danger n'émanait même pas de la faiblesse constitutionnelle du type de négociateur officiel du gouvernement. Le pire, c'est qu'en réalité **ce ne sont pas les Allemands qui ont siégé du côté allemand pour prendre les décisions, mais les Hauts Commissaires** des États-Unis et de la France! Une multitude de problèmes, dont la discussion entre experts avait été entamée ici, en Allemagne, n'ont trouvé pour toute réponse qu'un haussement d'épaules de la part du négociateur allemand: «Mais, là-dessus, cela fait déjà bien longtemps que les Hauts Commissaires ont décidé». Un traité né de l'esprit et des intentions politiques de deux Hauts Commissaires ne peut obtenir la ratification du Parlement allemand, si la démocratie allemande ne veut pas se compromettre elle-même.

J'ai parlé précédemment d'un document inexcusable que le Chancelier fédéral a adressé, une semaine avant Pâques, à M. François-Poncet, qui était alors président de la Haute Commission. Dans ce courrier, le chancelier fédéral a affirmé que la cessation de la vente de charbon avait été exigée dans la loi n° 27. C'est là une affirmation dont l'originalité ne saurait être niée; elle n'a en effet rien à voir avec les faits. L'empressement avec lequel le problème fondamental de la vente commune du charbon a été sacrifié laisse supposer que le contenu de ce courrier a été dicté par les intéressés eux-mêmes. Il va loin au-delà des informations que M. McCloy a transmises au camarade Ollenhauer sur le contenu des arrangements que lui, McCloy, aurait conclus avec M. Monnet, le planificateur général français. Dans ce contexte, il est une fois de plus intéressant de constater qu'un Haut Commissaire convient d'arrangements avec une partie contractante autre que la partie allemande. Sur un troisième point aussi, le chancelier fédéral est allé trop loin dans son document, dans la mesure où il a purement et simplement sacrifié les possibilités offertes à l'Allemagne à l'article 12 des dispositions transitoires du Plan Schuman.

Encore au début de cette année, les partis au gouvernement étaient en proie à de sérieux doutes. Le président du groupe des Libéraux démocrates avait déclaré à l'époque qu'une approbation de son parti était exclue, si l'Autorité internationale de la Ruhr, le service de sécurité et le contrôle de l'acier n'étaient pas abolis. Or, aujourd'hui, il a changé d'avis, bien que justement ces dispositions n'aient pas été levées. Effectivement, la Haute Autorité du Plan Schuman décide de tout de manière autoritaire en tant que remplaçante à part entière de l'Autorité de la Ruhr. Le plan n'est cependant pas encore arrivé à bonne fin. Il est de notre devoir vis-à-vis de notre peuple et par rapport à la nécessité d'une Europe saine de nous opposer avec toutes nos forces politiques à cette suprématie, destructrice pour l'Europe, du capital international sur la richesse nationale allemande en tant qu'objet sans défense.

Les Hauts Commissaires ont fait l'éloge du chancelier fédéral!

Dans ces circonstances, on peut comprendre que le 14 mars, lors du premier banquet donné par la presse étrangère, ici, à Bonn, M. François-Poncet ait chanté les louanges du Plan Schuman, du zèle du chancelier fédéral à l'égard du Plan Schuman et des mérites immortels du chancelier fédéral. Certains d'entre vous connaissent sans doute les remarques que le Haut Commissaire français a faites par le passé et qui dénotent une autre tendance; mais ne soyons pas trop orthodoxes dans l'interprétation des mots. (Rires.) C'est avec un tact absolu que le 14 mars, le Haut Commissaire français nous a également fait comprendre clairement, à nous autres Allemands, ce qu'il fallait entendre par patriotisme allemand. Je cite textuellement ce qu'il a dit du chancelier fédéral:

«Il a su, en moins de deux ans, obtenir un assouplissement considérable d'un régime à moitié sous tutelle qui devait durer bien plus longtemps. Personne ne sait mieux que mes collègues et moi-même, qu'il l'a fait **sans jamais humilier** son pays, **sans jamais** perdre sa dignité en tant que chef du gouvernement, ni renier un tant soit peu **sa fierté patriotique**, je dirais presque, **sa dureté patriotique**.»

Et il a poursuivi:

«Je puis aussi vous assurer que **personne d'autre** à sa place n'aurait pu obtenir plus. Des attitudes menaçantes ou une **opposition** systématique auraient, au contraire, tout gâché.»

Le Haut Commissaire français ne précise pas pour **qui** tout aurait été gâché. (Rires — Interjection: «Ces deux-là se connaissent déjà depuis assez longtemps.») La dernière phrase est manifestement censée être une courbette honorable à la social-démocratie allemande dont nous prenons acte expressément. **Par contre, j'ignore si le chancelier fédéral se remettra politiquement un jour de cet éloge venant de cette bouche dans ce contexte.** (Rires.) Mais l'opinion du Haut Commissaire français à l'égard des véritables démocrates allemands ressort le mieux d'un article qu'il a écrit le 3 février dans la «Neue Zeitung» de Munich et dans lequel il affirme que les étrangers sont appelés non seulement à donner leur avis sur Ebert, mais aussi à le «juger». Au dernier paragraphe de cet article, on peut lire — je cite textuellement —:

«Nous sommes en droit de lui (à savoir Friedrich Ebert) **reprocher d'avoir remis en selle et ramené au pouvoir les milieux nationalistes** qui avaient conduit le Reich à sa perte et qui devaient torpiller la République de Weimar.»

Voilà donc un article du Haut Commissaire français. N'allez pas penser que je viens de lire une phrase extraite d'un pamphlet communiste. Rien ne vaut une discrétion judicieuse et pleine de tact entre égaux. (Rires.)

Il ne m'appartient pas de développer ici en détail l'organisation de l'**institution du Plan Schuman**. Cela sera fait lors de l'adoption des mesures explicatives et concrètes et cela fera l'objet de délibérations spéciales. Nous dirons simplement ceci: **La Haute Autorité détient une part de toute-puissance économique sur le continent.** Il n'est pas du tout clair encore si cette Haute Autorité doit comprendre 5, 8 ou 9 membres; elle comprendra dans le meilleur des cas **un** Allemand. Soyez certains qu'il ne s'agira pas d'un syndicaliste allemand. Quant au **Parlement**, appelé «Assemblée», dont la composition ne fera l'objet d'une décision définitive que lors de l'élaboration du protocole final, il devrait avoir la composition suivante: 18 Français, 18 Allemands, 18 Italiens, 7 Néerlandais, 7 Belges et 4 Luxembourgeois. Ce qui fait quatre fois 18. Toutefois, étant donné que le Parlement ne se réunit qu'une fois par an et que le rejet d'une décision émanant de la Haute Autorité requiert la majorité des deux tiers, vous n'aurez aucun mal à vous imaginer la position de force que détient l'Allemagne sous la direction du gouvernement fédéral dans ce parlement! Ce n'est donc pas le Parlement qui détient le véritable pouvoir par son contrôle sur la Haute Autorité, mais **ce sont bel et bien les ministres des Affaires étrangères, et ils sont cinq contre un !** qui le détiennent par l'influence qu'ils exercent sur la Haute Autorité. Quant à la volonté et à la possibilité d'agir de celui qui reste, je ne veux même pas en parler.

L'idée européenne mise à mal par le Plan Schuman!

Si nous étions représentés sur la base de notre production — 37 % de la production d'acier des pays participant au Plan Schuman, 51 % de la production de charbon —, nous aurions un poids prépondérant au sein du Parlement. Par contre, dans les circonstances actuelles, nous nous voyons contraints, dans le cadre de notre combat, soit de nous laisser mettre en minorité, soit de devenir complices. Nous n'avons aucune raison de devenir complices. Nous voulons lutter sur tous les fronts et sans répit. C'est justement pour cela que **nous n'avons pas le droit de dire oui à la mise à mal de l'idée européenne par des projets tels que les Plans Pleven et Schuman. Nous devons faire appel à la conscience européenne et à la conscience de soi de notre peuple et de nos travailleurs pour les inciter à engager la lutte!**

Étant donné que le mouvement ouvrier des cinq autres pays n'a qu'un poids tout relatif, le mouvement ouvrier allemand, y compris les syndicats allemands, se retrouvera quasiment isolé face à une coalition internationale du capital.

Ainsi, l'opinion publique allemande est gravement dupée, si maintenant différents négociateurs, c'est-à-dire des hauts fonctionnaires et d'autres dilettantes de politique étrangère des partis au pouvoir, font comme si l'on avait cherché une juste **répartition des charges nées du Plan Schuman** entre tous les pays. **Ce sont surtout les Allemands qui financent le fonds de compensation.** Nous payons pour l'arrêt de l'exploitation des mines belges, pour l'arrêt de l'exploitation des mines de charbon marginales du centre et peut-être aussi du nord de la France, pour l'arrêt de l'industrie sidérurgique italienne. Nous paierons aussi pour le placement de la main-d'œuvre ainsi devenue disponible dans le reste de l'appareil de production en Belgique et en France.

Les négociateurs allemands se sont laissé entraîner dans une liquidation **de grande envergure** de l'économie intégrée. Lorsque l'on invoque, à notre égard, les dispositions transitoires, alors, après une très courte période, le véritable Plan Schuman devient pleinement effectif dans toute sa rigueur orthodoxe. En outre, on n'a pu imposer la clause de 75 % de charbon que pour une partie des grandes entreprises sidérurgiques. Quant aux autres entreprises sidérurgiques, rien n'a changé. L'économie intégrée a été disloquée de façon décisive et considérable. La création de 26 entreprises peut porter une atteinte décisive à la compétitivité de l'Allemagne par rapport aux géants, notamment américains.

Pour soi-disant sauver ce fragment malingre de l'économie intégrée, on a **complètement renoncé à la vente commune du charbon allemand.** La vente commune du charbon allemand n'était pas un monopole; en effet, ce ne sont pas les mines de charbon qui déterminaient les prix, mais depuis l'époque de la République de Weimar, ils étaient fixés par l'État. Cette vente commune du charbon allemand a en revanche permis d'assurer la **rentabilité des mines** ayant des coûts d'extraction élevés et produisant un charbon de moindre qualité. Grâce aux usines de lavage et de mélange, il a été possible d'obtenir un prix moyen et une qualité moyenne. Lorsqu'il sera mis un terme à la vente commune du charbon allemand, les mines produisant un charbon gras plus facile à extraire, devront, même en cas de ralentissement de l'activité économique, recourir à des heures supplémentaires. Par contre, les mines produisant du charbon maigre et d'extraction coûteuse devront recourir au chômage partiel, même en période de haute conjoncture. Cela signifie **l'arrêt d'un grand nombre de mines de charbon de la Ruhr.** Nous ne devrions pas rester dans l'ignorance de ce qu'implique le chômage dans la Ruhr. Ce dont on a peu parlé et qui est cependant extrêmement important, c'est que l'Allemagne n'a pu se construire que grâce à la situation de quasi plein emploi qui a régné toutes ces années dans les régions de la Ruhr et du Bas-Rhin. Si nous reconnaissons cette destruction sociale dans la Ruhr, cela signifie que nous **endossons aussi les répercussions politiques de la destruction sociale dans la Ruhr. Cela signifie une menace permanente pour la démocratie et même, dans des périodes particulièrement dramatiques, une crise permanente de l'État.**

Le Plan Schuman – une menace pour la démocratie!

J'ai expliqué ceci, en privé, à quelques Américains: «Le Plan Schuman est l'acte de naissance d'un nouveau parti communiste, peu importe son nom, les Américains étant les officiers de l'état civil l'ayant délivré».

En théorie, les affairistes méprisants du marché international du charbon, y compris certains milieux américains, et les dogmatiques s'élevant contre les cartels ont détruit un monopole. En théorie! Car en réalité, il n'y a jamais eu de monopole, il n'y avait qu'une nécessité économique sur laquelle reposaient la rentabilité et le plein-emploi. **Concrètement, on a créé avec la Haute Autorité un monopole supranational, une autorité de contrôle supranationale, qui dirige tout,** et ce, via de solides pratiques commerciales quasiment non contrôlées de la part de grands managers contre l'Allemagne.

Cela revêt une autre importance, une importance supplémentaire pour le développement de la démocratie en Europe. Si vous examinez le «Plan Monnet», depuis cinq ans qu'il existe, vous ferez le constat suivant: les principes du Plan Monnet ont permis un certain développement, des changements et parfois aussi un

échange avec des principes opposés. Il n'empêche que le parlement français n'a jamais tenu la moindre discussion décisive sur les principes du Plan Monnet. Savez-vous ce que cela signifie? Des moments décisifs relatifs à l'organisation de l'économie se sont déroulés dans une large mesure sans que le parlement y ait été associé. Le parlement français avait l'ambitieuse et vénérable mission d'accorder les crédits destinés à la mise en œuvre du Plan Monnet. Mais il n'a pas réussi à mener à bonne fin sa mission qui consistait à remettre en cause les principes du Plan Monnet, à les soumettre à un examen critique et à les passer au crible. Ce sont les mêmes milieux et les mêmes personnalités qui sont parvenus à s'arroger cette position face à leur propre parlement, qui sont les arrangeurs et les chefs d'orchestre du Plan Schuman. **Le contrôle parlementaire dans l'État démocratique est réprimé par le totalitarisme des technocrates.** S'il n'existait aucun autre principe, **c'est la lutte pour la démocratie, pour l'État** qui prime sur l'économie, qui serait la mission naturelle, inéluctable de la classe ouvrière. Une classe ouvrière qui manquerait à cette mission aurait déjà quitté la scène politique. Nous n'avons pas eu besoin d'invoquer cet argument pour justifier notre refus, mais la situation existante est telle qu'elle **est déjà suffisante en soi.**

La Haute Autorité a quasiment la suprématie totale sur les investissements. La mécanisation au fond et la modernisation en surface, c'est-à-dire l'approvisionnement en énergie de la construction de logements ouvriers et celui de l'aménagement des nouvelles installations sont remis en question. Vous n'allez quand même pas croire que la majorité alliée de la Haute Autorité va diriger le flux international de capitaux vers l'Allemagne, dans le contexte actuel d'une majorité alliée au Parlement, qui est l'organe de contrôle, et au Conseil des ministres! Non, ces aspects extrêmement importants pour l'économie allemande passent doucement, mais sûrement, au second plan. Les hommes qui disposent ainsi des crédits et qui s'en portent garants ne sont pas des amis de l'Allemagne pour des raisons explicables, mais des défenseurs du bien-être de l'économie de leur propre patrie. Vu sous cet angle, tout ce qui se passe ici à Bonn et là-bas à Paris, et sous l'influence américaine, est éminemment axé sur le court terme et irréfléchi. Les airs romantiques ne doivent pas faire oublier la dure réalité. Dans la propagande du gouvernement fédéral, il se peut que Charlemagne ait été le premier homme de la CDU. Dans la pratique, il se révélera être le premier homme du MRP au monde. En aucun cas, nous ne voulons la domination de la CDU **ni du MRP, ni des deux à la fois, sur les travailleurs allemands. Nous ne voulons pas des principes de Charlemagne en tant que base de la structure européenne du XX^e siècle.**

Notre combat contre l'affaiblissement de l'économie allemande et contre l'exploitation de la Ruhr est **par conséquent aussi dirigé contre le gouvernement fédéral, qui pratique le consensus allemand pour affaiblir les fondements allemands.** Dans ce contexte, notre combat contre le gouvernement fédéral devient une nouvelle nécessité morale, politique et économique. En pareille situation, l'histoire universelle ne perd pas grand-chose, s'il n'y a plus de discours comme celui de notre camarade Kaisen, président du Sénat de Brême. (Très juste!) Je n'ai pas l'intention de rentrer dans les détails à ce propos. Aujourd'hui la direction du parti a décidé de répondre à cette prise de position publique par une admonestation publique. Elle a déjà été transmise à la presse et à la radio.

[...]